PROPOSITION

Monsieur François Legault, premier ministre, propose, après consultation auprès des partis d'opposition et des députés indépendants :

QUE, conformément aux articles 58, 58.1 et 58.3 de la Charte des droits et libertés de la personne (chapitre C-12), les personnes suivantes soient nommées membres à temps partiel de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, pour un mandat de cinq ans à compter des présentes :

Volet droits de la personne :

- Monsieur Habib El-Hage, directeur et chercheur, Institut de recherche sur l'intégration professionnelle des immigrants (IRIPI), Cégep de Maisonneuve, pour combler un poste vacant.

Volet droits de la jeunesse :

- Madame Isa lasenza, membre à temps partiel, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, pour un nouveau mandat;
- Monsieur Bruno Sioui, membre à temps partiel, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, pour un nouveau mandat.

EL-HAGE, Habib

FORMATION

	Université du Québec à Montréal
2010	Doctorat en sociologie de l'immigration
2002	Maîtrise en intervention sociale
2001	Baccalauréat en psychosociologie de la communication (communication sociale et relations humaines)
	Université de Montréal
1997	Certificat en publicité
	Université La Sagesse (Beyrouth, Liban)
1986 - 1990	Études en droit libanais – Institut de droit

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

	Cégep de Maisonneuve
Depuis 2019	Directeur et chercheur – Institut de recherche sur l'intégration professionnelle des immigrants (IRIPI)
	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal
Depuis 2016	Praticien-chercheur – Équipe Recherches et actions sur les polarisations sociales – Réseau local de services de la Montagne
Depuis 2013	Praticien-chercheur – Équipe SHERPA
2011 - 2019	Praticien-chercheur – Équipe Migration et ethnicité dans les interventions en santé et en services (METISS)
	Université du Québec à Montréal
Depuis 2016	Chargé de cours – Santé, services sociaux et relations interculturelles – École de travail social
Depuis 2003	Chercheur associé – Centre de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté
	Université de Sherbrooke
Depuis 2011	Chargé de cours – Programme de maîtrise en médiation interculturelle
	Ville de Montréal
Depuis 2010	Commissaire – Office de la consultation publique de Montréal
2010	Président par intérim – Conseil interculturel de Montréal
2006 - 2010	Vice-président – Conseil interculturel de Montréal
	Cégep de Rosemont
2000 - 2019	Intervenant social et chargé de projets – Intervention sociale et interculturelle auprès des jeunes et prévention de la radicalisation

2000 - 2006 **Centre de santé et de services sociaux de La Petite Patrie et Villeray**
Cothérapeute – Hôpital Jean-Talon – Clinique transculturelle

2000 - 2002 **L'Hôpital général juif Sir Mortimer B. Davis**
Cothérapeute – Institut de psychiatrie communautaire et transculturelle

IASENZA, Isa

FORMATION

1976 **Université McGill**
Baccalauréat en sociologie et en relations industrielles

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 2015 **Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse**
Membre à temps partiel – Volet droits de la jeunesse

2009 - 2013 **Centre jeunesse de Montréal – Institut universitaire**
Conseillère-cadre – Direction générale adjointe – Secteur Partenariat
communautaire et ethnoculturel

1994 - 2009
Agente de planification, de programmation et de recherche

1988 - 1996 **Ministère de la Santé et des Services sociaux**
Coordonnatrice du Bureau des services aux communautés culturelles

1984 - 1988 **Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal
métropolitain**
Conseillère au programme

1985 - 1986 **Hôpital Santa Cabrini**
Conseillère-cadre à la direction générale

1976 - 1985 **Centre de services sociaux du Montréal métropolitain**
Agente de relations humaines en intervention communautaire

SIOUI, Bruno

FORMATION

- 2001 - 2016 Membre de l'Ordre professionnel des psychoéducateurs et psychoéducatrices du Québec
- 2007 **Université Laval**
Doctorat en service social
- 1995 **Université du Québec à Trois-Rivières**
Maîtrise en éducation spécialisée (psychoéducation)
- 1979 **Université de Sherbrooke**
Baccalauréat en sciences de l'éducation (psychoéducation)

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

- Depuis 2015 **Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse**
Membre à temps partiel – Volet droits de la jeunesse
- Depuis 2015 **Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue**
Professeur à la retraite – Unité d'enseignement et de recherche en sciences du développement humain et social – Campus de Rouyn-Noranda
- 2007 - 2015 Professeur agrégé – Unité d'enseignement et de recherche en sciences du développement humain et social – Campus de Rouyn-Noranda
- 2005 - 2007 **Université de Sherbrooke**
Chargé de cours – Département de psychoéducation
- 2004 - 2005 Professeur boursier – Département de psychoéducation
- 2000 - 2004 **Centre de développement de la formation et de la main-d'œuvre (CDFM) huron-wendat**
Psychoéducateur
- 1979 - 2000 **Centre jeunesse de Québec**
Psychoéducateur

chapitre C-12

Charte des droits et libertés de la personne

58. La Commission est composée de 13 membres, dont un président et deux vice-présidents.

Les membres de la Commission sont nommés par l'Assemblée nationale sur proposition du premier ministre. Ces nominations doivent être approuvées par les deux tiers des membres de l'Assemblée.

1975, c. 6, a. 58; 1989, c. 51, a. 3; 1995, c. 27, a. 3; 2002, c. 34, a. 1.

58.1. Cinq membres de la Commission sont choisis parmi des personnes susceptibles de contribuer d'une façon particulière à l'étude et à la solution des problèmes relatifs aux droits et libertés de la personne, et cinq autres parmi des personnes susceptibles de contribuer d'une façon particulière à l'étude et à la solution des problèmes relatifs à la protection des droits de la jeunesse.

1995, c. 27, a. 3; 2002, c. 34, a. 2.

58.3. La durée du mandat des membres de la Commission est d'au plus dix ans. Cette durée, une fois fixée, ne peut être réduite.

1995, c. 27, a. 3.

59. Le gouvernement fixe le traitement et les conditions de travail ou, s'il y a lieu, le traitement additionnel, les honoraires ou les allocations de chacun des membres de la Commission.

Le traitement, le traitement additionnel, les honoraires et les allocations, une fois fixés, ne peuvent être réduits.

1975, c. 6, a. 59; 1989, c. 51, a. 4.

60. Les membres de la Commission restent en fonction jusqu'à leur remplacement, sauf en cas de démission.

1975, c. 6, a. 60; 1989, c. 51, a. 5.